

**Oui à la Turquie:
L'intérêt stratégique de son adhésion à l'UE**

Document de Référence

Institut du Bosphore Premier Séminaire

“Turquie/Europe: La reprise et la reconstruction des relations Turquie-UE”

Le point de vue de Michel Rocard, ancien premier ministre français

Par Ariane Bonzon¹

23 octobre, Istanbul

« *J'ai la conviction qu'ouvrir l'Europe à la Turquie est économiquement intelligent, stratégiquement indispensable et culturellement visionnaire* », écrit Michel Rocard dans son livre “Oui à la Turquie”²; des propos que le Président Abdullah Gül a par ailleurs cité et repris dans le discours qu'il a prononcé à Oslo, fin 2008, lors de la remise du Prix Nobel de la paix à Marti Ahtisaari. Qu'entend donc Michel Rocard par « stratégiquement indispensable » ?

Pour le comprendre, il faut avant toute chose présenter l'idée clé de Michel Rocard. Celui-ci s'élève contre ceux qui veulent encore croire qu'une Europe fédérale à 27 est possible. « *Arrêtons avec cette hypocrisie ! A l'horizon des cinquante prochaines années, une Europe dotée d'un "n° de téléphone unique", une « Europe des Etats-Unis » est une "chimère"* ».

« *L'adhésion de la Turquie nous pose la question de savoir si nous sommes prêts à reconnaître que le rêve fédéraliste européen est aujourd'hui brisé* ». Nous devrions renoncer à la perspective d'une Europe intégrée, d'une Europe politique, entendues au sens d'une Europe fédérale, dont les Etats membres mettraient en commun des dimensions très importantes

de leur souveraineté. Ce rêve se serait éteint, selon notre ancien premier ministre, il y a 35 ans déjà, en 1973, avec l'adhésion britannique.

Ce qui n'enlève pas à l'Europe d'aujourd'hui sa force et ses atouts. *A défaut d'être une Europe fédérale, l'Europe d'aujourd'hui n'est pas rien !* rappelle Michel Rocard. « *C'est un club de Nations, entendant bien chacune rester indépendante et maintenir leur identité nationale, mais tout en cherchant à intégrer leurs économies et à adopter des règles communes en matière de démocratie et de droits de l'Homme* ». Car l'Europe est déjà bien davantage qu'un marché commun. Non seulement elle est un cadre juridique qui offre une protection sans comparaison dans le monde à ses citoyens et à ses habitants, mais elle est aussi, bien qu'encore imparfaitement, un lieu d'élaboration politique et une manière de peser face aux défis qui menacent la planète, tant en matière économique que dans le domaine de l'écologie. Bientôt, l'Europe sera plus efficace et démocratique encore, avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. La régulation des marchés financiers, la lutte contre le réchauffement climatique, la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, la défense de la paix dans le monde, la construction

d'échanges plus équilibrés avec les pays du Sud, l'investissement pour l'avenir par une politique de recherche, de développement et d'éducation ambitieuse, autant d'enjeux majeurs pour l'Europe.

Entrainer un pays comme la Turquie dans cet « objet constitutionnel non identifié », dans cette « union d'un nouveau type », c'est renforcer ses chances de succès et élargir la zone d'influence de l'Union européenne face aux mastodontes américains et chinois, prédit Michel Rocard

C'est pourquoi ce dernier comprend si bien les réticences des adversaires de l'adhésion turque à l'Europe fédérale : à partir du moment où cette Europe fédérale n'existe pas, l'adhésion turque, pleine et entière, devient un atout dans une Europe faiseuse de paix.

L'importance stratégique de la Turquie pour l'Union européenne s'applique, en théorie au moins, à de nombreux domaines. Nous en prendrons trois parmi ceux qui paraissent les plus importants aux yeux de notre ancien premier ministre : la **stabilité régionale**, la **sécurité énergétique** et le **dialogue entre l'Europe et l'Islam**. Car c'est dans ces trois domaines stratégiques qu'une Turquie intégrée à l'Union européenne pourrait le mieux contribuer à l'évolution de l'Union européenne comme acteur global.

Stabilité régionale

Depuis peu, la diplomatie turque est de nouveau présente, et appréciée sur plusieurs fronts desquels elle était absente depuis de nombreuses années: dans les Balkans, en Asie centrale et au Moyen-Orient. Au point que l'on peut se demander si, dans cette région stratégiquement

essentielle du Proche-Orient, du Caucase et de l'Asie centrale, l'influence de l'Union européenne ne serait pas beaucoup plus importante si la Turquie en était membre ?

Les relations de la Turquie avec la Syrie ont connues un véritable revirement ces dix dernières années, Damas devenant un allié et un partenaire pour cette dernière. En 2008, les relations entre la Turquie d'une part, et Israël et la Syrie d'autre part, ont débouché sur plusieurs cycles de négociations entre diplomates syriens et israéliens à Istanbul. Certaines critiques des dirigeants turcs à l'égard d'Israël ont peut-être terni son image de médiateur neutre, mais aux yeux des populations de la région, la Turquie, comme son voisin iranien, restent des voix capables d'exprimer leurs inquiétudes vis-à-vis d'Israël.

« La Turquie entretient avec l'Iran des relations d'un niveau et d'une fréquence inégalés par les pays de l'Union européenne. On peut imaginer qu'une Turquie qui s'europeanise pourrait influencer la république islamique d'Iran, dont les citoyens entrent sans visa en Turquie », suggèrent Michel Rocard et les sept autres membres de la Commission indépendante sur la Turquie dans leur second rapport publié le mois dernier. Evoquons encore la contribution turque à résoudre la crise qu'a traversé le Liban en 2008, ainsi que le rôle turc dans la communication des différentes parties entre elles, après l'invasion de la Géorgie par la Russie en 2008.

Tous ces efforts s'inscrivent dans la politique du « zéro problème », ou encore dite de « profondeur stratégique » initiée par l'actuel ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu. Celle-ci consiste à promouvoir la paix dans la

région et à renverser ainsi la tendance de l'ancienne politique extérieure turque, plutôt encline à voir des ennemis partout - le traumatisme du Traité de Sèvres étant encore bien présent dans la conscience collective turque. La Turquie mène une politique relativement modérée à l'égard de l'Irak, en accueillant depuis 2003 les réunions successives des ministres des affaires étrangères de la région et en travaillant ouvertement avec les autorités régionales du Kurdistan. Ce faisant, elle pu accéder au marché irakien et a ainsi rendu possible des partenariats avec les entreprises européennes désireuses de se développer dans ce pays. De manière générale, les nombreux contrats signés par des multinationales européennes en Russie ou en Asie centrale n'auraient pas été menés à bien sans le soutien zélé de sous traitants turcs.

Cette nouvelle politique turque d'apaisement et de neutralité vis-à-vis de son voisinage ne peut qu'être bénéfique pour l'Union européenne. En matière de stabilité régionale, l'importance de la Turquie se mesure dans ce que les Américains appellent les contacts "back channels" (des négociations « de coulisses ») plutôt que dans les contacts officiels de haut niveau. Autrement dit, la Turquie est capable de parler en privé avec certains pays, la Syrie en premier lieu, plus facilement que ne le peuvent la plupart des Etats membres de l'Union européenne.

La Turquie est en train de nous le montrer : une Turquie membre de l'UE, avec des frontières donnant sur la Syrie, l'Iran et l'Irak, ne constitue pas un handicap, mais au contraire un bon partenaire pour gérer et appuyer les intérêts européens au Moyen Orient et ailleurs. Une Turquie habilitée par l'UE pourrait permettre à l'Europe de devenir un acteur de poids dans une région

qui est désormais dominée par la Russie, la Chine et les Etats Unis.

Michel Rocard évoque le conflit autour de l'eau avec l'Irak, la Syrie, le Liban et Israël : *« Voilà une matière dans laquelle l'Europe dispose d'une expérience unique. Ce que nous avons appris à faire autour du charbon et de l'acier pourra servir de modèle à la Turquie pour l'eau. Dès que la tension et la symbolique diminueront dans cette région, la gestion commune de l'eau deviendra un impératif régional. L'expérience de l'Europe constituera un atout et nous permettra de faire valoir nos intérêts communs dans la région »* conclut Michel Rocard.

L'intérêt d'une intégration européenne de la Turquie peut être mesuré sous un autre aspect. Les trois problématiques majeures auxquelles la Turquie est aujourd'hui confrontée (le tabou arménien, la question kurde et le casse-tête chypriote) comportent un risque de déflagration internationale. La détérioration de chacun de ces trois points est lourde de menaces, non seulement pour la stabilité régionale mais également pour celle de la Turquie elle-même. La Turquie, fragilisée par ses propres démons, ne parvient pas à résoudre seule ces crises : l'imbrication des problèmes entre eux, les rancœurs accumulées, et les incompréhensions sont telles que le poids de la communauté internationale est nécessaire à leur solution, considère Michel Rocard. Mais l'Europe est largement impuissante. C'est également vrai pour les Etats-Unis et la Suisse, alors que ces deux puissances ont joué un rôle déterminant dans le rapprochement récent entre la Turquie et l'Arménie. On peut imaginer que les choses se seraient dénouées tout autrement si la Turquie avait été membre de l'UE.

Mais selon Michel Rocard, la Turquie ne pourra pas se réconcilier avec l'Arménie et régler les questions Kurdes et Chypriotes sans payer un prix symbolique. L'identité des Turcs musulmans, risque d'en être bouleversée, et le processus d'adhésion est un moyen de jeter de l'eau sur ces braises. Un accomplissement majeur, comme le serait l'adhésion pleine et entière à l'Europe, permettrait de compenser la remise en question des fondements historiques de la République que cette réconciliation devrait entraîner.

Une Turquie intégrée à l'Union européenne ouvrirait et consoliderait très certainement des espaces qui seraient moins facilement accessibles aux Européens sans l'aide de la Turquie.

Mais attention, Michel Rocard n'appelle pas à l'adhésion de la Turquie par philanthropie. « *Nous n'avons pas construit l'Europe pour donner un coup de main à ceux qui sont aux marges de notre continent !* ». La stabilité régionale en dépend, une question, selon l'ancien premier ministre français, d'intérêts réciproques entre la Turquie et l'Union européenne.

Sécurité énergétique

Août 2008, le conflit entre la Géorgie et la Russie vient de s'achever, quand soudain l'Europe s'inquiète. Elle dépend pour 33% de ses importations en pétrole brut et 40% de ses importations en gaz naturel de la Russie. Et si celle-ci menaçait de suspendre ses livraisons ? La réponse à cette inquiétude est bien connue. Elle provient d'Ankara, qui ambitionne de devenir un carrefour énergétique à partir duquel de nouvelles sources énergétiques, gaz naturel inclus, pourraient être livrés en Europe, contournant ainsi la Russie. La

position géographique de la Turquie lui confère à elle seul de l'importance pour la sécurité énergétique de l'Europe, le pays se trouvant à la croisée de voies majeures de transport énergétique. Parmi les éléments essentiels, citons les pétroliers qui empruntent les détroits turcs, les oléoducs transportant le pétrole d'Irak et d'Azerbaïdjan vers la Méditerranée, et les gazoducs transportant le gaz naturel en provenance de Russie, d'Azerbaïdjan et d'Iran. Le gaz naturel transite déjà vers l'ouest, en direction de la Grèce, et une liaison de correspondance est prévue vers l'Italie.

Le réseau n'a cessé de se développer. L'absence d'approvisionnement en gaz " accessible " du gazoduc Nabucco, ainsi que les exigences excessives de la Turquie en matière de transit et d'avantages, rendent la mise en place de ce projet, théoriquement prometteur, difficile. Ce projet de pipeline souffre également d'un manque de détermination européenne, même si Nabucco offre l'opportunité de nouveaux approvisionnements en gaz non russe depuis le bassin caspien, l'Irak et l'Iran - cette dernière option n'étant envisageable que si les relations entre Téhéran et Washington s'améliorent.

Au vu du rôle de la Turquie en qualité de plateforme énergétique potentielle pour l'Europe, il est ironique de constater que Chypre force l'UE à bloquer l'ouverture du chapitre énergétique dans les négociations d'adhésion. S'il est clair que la Turquie et l'UE resteront dépendantes des énormes réserves russes de pétrole et de gaz, Ankara pourrait devenir un partenaire énergétique essentiel de l'UE. Les dirigeants européens devraient, pour ce faire, être non seulement davantage disposés à engager des fonds pour de tels projets, mais aussi à entretenir des

relations plus cohérentes avec la Turquie. Jusqu'ici la Turquie a été la seule à tirer profit de ces divergences d'opinion sur la question, et a ainsi développé son rôle de carrefour mondial pour le transport énergétique.

Le dialogue entre l'Europe et l'islam

Enfin, dans une perspective géopolitique mondiale, l'intégration de la Turquie pourrait aider à surmonter la fracture entre le monde occidental et le monde musulman. Un milliard et demi de musulmans se sentent plus ou moins accusés de complicité avec le terrorisme par deux milliards de chrétiens. L'Europe compte entre 15 et 20 millions de musulmans vivant dans l'Union ; le Moyen-Orient est son proche voisin, le Maghreb encore davantage. Une Turquie laïque et musulmane, ce sont bien là « *deux autres qualités qui la rendent nécessaire*, écrit Michel Rocard. *Le rejet de la Turquie par l'Union européenne sera invoqué sous d'autres prétextes, mais il sera interprété comme un rejet de la Turquie parce qu'elle est musulmane même si ce n'est pas dit. Cela confirmera l'idée chez les musulmans que l'Europe est un club judéo-chrétien, et cela aura des conséquences dramatiques : xénophobie identitaire chez nous et rejet de l'Europe chez les autres, en raison justement de son image judéo-chrétienne. Au final, ce serait une défaite pour la laïcité.* »

Si la Turquie est humiliée, si l'adhésion lui est refusée, son discours et son influence iront dans un sens anti-occidental et anti-européen, donc dans un sens pro-asiatique, selon notre ancien premier ministre. Au contraire, une Turquie intégrée à l'Union européenne incitera les acteurs régionaux à imiter la formule relativement fructueuse associant économie de marché, démocratie,

fierté nationale et traditions musulmanes. L'exemple de la transformation turque devrait contribuer à projeter vers l'est le pouvoir d'influence des valeurs centrales de l'UE.

« *La réconciliation et la paix : c'est ce que l'Europe sait le mieux faire* », écrit Michel Rocard. Ce qui a été possible hier - entre la France et l'Allemagne, ou en Irlande -, aujourd'hui, - entre l'Allemagne et la Pologne, ou entre la Hongrie et la Roumanie - devrait demain se produire entre la Turquie et l'Europe.

Une Turquie intégrée dans l'Union permettrait la construction d'un islam européen, varié et divers, à l'image de la richesse de l'islam turc. L'émergence de meilleures relations entre la civilisation occidentale et le monde musulman n'est pas seulement une affaire de lois sur les frontières et les échanges. Il convient d'apprendre à vivre en commun.

« *C'est pourquoi il faudrait un signal fort, c'est-à-dire l'intégration de la Turquie à l'UE. La Turquie adoptera d'autant plus profondément nos règles et coutumes qu'elle sera partie prenante de l'aventure européenne* », considère Michel Rocard.

Conclusion :

Michel Rocard en est convaincu, l'intérêt stratégique de la Turquie envers l'UE - et réciproquement - ne pourra être véritablement satisfait que par une intégration pleine et entière de la Turquie dans l'Europe. « *Il est clair que les arguments en faveur de l'adhésion turque sont nombreux et solides, à commencer, ce qui n'est pas rien, par le respect de la parole donnée : si l'Union européenne veut exister, il faut d'abord qu'elle honore les*

textes qu'elle signe. Demain, avec la Turquie, nous serons plus forts pour affronter les défis qui nous attendent. Non seulement nous aurons renforcé la crédibilité de la parole européenne, mais encore aurons-nous su la porter là où elle est aujourd'hui mal entendue », conclut Michel Rocard.

¹ Ariane Bonzon est journaliste. Elle a été correspondante en Turquie de 1996 à 2006 après avoir été en poste en Israël et en Afrique du sud. Egaleme nt essayiste, elle a collaboré à l'écriture du livre « *Oui à la Turquie* » de Michel Rocard, et vient de publier « *Dialogue sur le tabou arménien* » avec le Turc Ahmet Insel et le Français d'origine arménienne Michel Marian, ed. Liana Levi, septembre 2009.

² Cette étude introductive a été rédigée pour l'essentiel à partir d'extraits de :

- L'ouvrage « *Oui à la Turquie* » de Michel Rocard, Hachette, 2008 (publié en Turquie sous le titre « *Turkiye'ye evet* », YKT, 2009)
- Préface (iné dite) de la nouvelle édition de « *Oui à la Turquie* », Hachette, collection Pluriel, à paraître à la mi-novembre 2009.
- « *La Turquie dans l'Europe, Briser le cercle vicieux* », deuxième rapport de la Commission indépendante sur la Turquie, Open society Fondation, British Council, septembre 2009.